

## TEXTES ANCIENS

## ARTICLES DU CODE

## Arrêté du 21 juin 1952 :

|                                                                      |       |
|----------------------------------------------------------------------|-------|
| Article 1 <sup>er</sup> , confirmé par arrêté du 7 juillet 1955..... | A. 75 |
| Article 2.....                                                       | A. 77 |
| Article 3.....                                                       | A. 76 |
| Article 4.....                                                       | A. 78 |
| Article 5.....                                                       | A. 79 |
| Articles 6 et 8.....                                                 | A. 80 |
| Article 7.....                                                       | A. 81 |
| Article 9.....                                                       | A. 83 |
| Article 10.....                                                      | A. 85 |
| Article 12.....                                                      | A. 86 |
| Article 13.....                                                      | A. 87 |
| Article 17.....                                                      | A. 88 |

Arrêté du 20 mai 1953..... A. 82

Arrêté du 11 février 1955, article 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa. A. 1.

Arrêté du 7 juillet 1955..... A. 77

Arrêté du 26 août 1955..... A. 1

Arrêté du 9 avril 1956..... A. 1

Arrêté du 17 juillet 1956..... A. 100

## Arrêté du 9 octobre 1959 :

|                                        |      |
|----------------------------------------|------|
| Articles 1 <sup>er</sup> , 2 et 3..... | A. 3 |
| Article 4.....                         | A. 5 |

## Arrêté du 12 décembre 1960 :

|                                                                      |      |
|----------------------------------------------------------------------|------|
| Articles 1 <sup>er</sup> , 2, 1 <sup>er</sup> alinéa, 3, 4 et 5..... | A. 4 |
| Article 2, 2 <sup>e</sup> alinéa.....                                | A. 5 |

## Arrêté du 24 mars 1961 :

|                                        |      |
|----------------------------------------|------|
| Articles 1 <sup>er</sup> , 2 et 3..... | A. 2 |
| Article 4.....                         | A. 5 |

## Arrêté du 12 mai 1961 :

|                               |       |
|-------------------------------|-------|
| Article 1 <sup>er</sup> ..... | A. 60 |
| Article 2.....                | A. 61 |
| Article 3.....                | A. 62 |
| Article 4.....                | A. 63 |
| Article 5.....                | A. 64 |
| Article 6.....                | A. 65 |
| Article 7.....                | A. 66 |
| Article 8.....                | A. 67 |
| Article 9.....                | A. 68 |
| Article 10.....               | A. 69 |
| Article 11.....               | A. 70 |
| Article 12.....               | A. 71 |
| Article 13.....               | A. 72 |

## Arrêté du 12 décembre 1961 :

|                               |        |
|-------------------------------|--------|
| Article 1 <sup>er</sup> ..... | A. 102 |
| Article 2.....                | A. 103 |

Arrêté du 19 janvier 1962..... A. 91

Article de référence..... A. 90

Dispositions nouvelles..... A. 30 à A. 39

Autorisation d'émission d'un emprunt  
de la caisse nationale de crédit agricole.

Le ministre des finances et des affaires économiques,  
Vu la convention du 16 mars 1962 entre le ministre des finances  
et des affaires économiques et la caisse nationale de crédit agricole,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — En vue de faciliter l'octroi de prêts individuels à long terme visés à la section III du chapitre IV du livre V du code rural, la caisse nationale de crédit agricole est autorisée à émettre un emprunt représenté par des titres d'une valeur nominale de 100, 1.000 et 10.000 NF et d'une durée de vingt ans.

Art. 2. — Les titres seront émis jouissance 15 mars 1962 et rapporteront un intérêt annuel égal à 5 p. 100 de leur valeur nominale, payable en une seule fois le 15 mars de chaque année, le premier coupon étant payable le 15 mars 1963.

Art. 3. — Les titres d'une même valeur nominale seront numérotés selon la suite naturelle des nombres. Les titres, quelle que soit leur valeur nominale, seront amortissables en quinze ans par voie de tirages au sort.

Les tirages auront lieu, chacune des années 1968 à 1981, dans les deux mois précédant l'échéance des coupons. Ils porteront sur cent bulletins faisant apparaître chacun des nombres de deux chiffres de la suite croissante de 00 à 99 inclus.

Six bulletins seront tirés à chacun des cinq premiers tirages, sept bulletins à chacun des tirages suivants. Les bulletins désignés par le sort lors de chaque tirage ne participeront pas aux tirages ultérieurs, les sept derniers bulletins non sortis aux tirages précédents correspondront à la dernière tranche d'amortissement.

Tous les titres dont le numéro se terminera par l'un des nombres figurant sur l'un des bulletins sortis au tirage au sort seront appelés au remboursement dès la première échéance de coupons suivant le tirage.

Les titres désignés par les cinq premiers tirages seront remboursés à 107 p. 100 de leur valeur nominale, ceux désignés par les cinq tirages suivants à 113 p. 100 de cette même valeur et ceux désignés par les derniers tirages à 118 p. 100 de ladite valeur, comme les titres remboursables la dernière année.

Art. 4. — Les porteurs pourront, à leur gré, obtenir le remboursement anticipé des titres au pair soit le 15 mars 1972, soit le 15 mars 1977, à condition, dans chaque cas, que le remboursement ait été demandé et que les titres aient été déposés quatre mois à l'avance à l'une des caisses désignées par la caisse nationale de crédit agricole.

Art. 5. — Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront exemptés de la retenue à la source.

Art. 6. — L'émission sera ouverte le 19 mars 1962. Elle pourra être close sans préavis.

Art. 7. — Les titres seront délivrés sous la forme au porteur ou à ordre. Ils pourront, à tout moment, faire l'objet d'un barrement ou être revêtus d'une mention de domiciliation.

Art. 8. — Le prix d'émission est fixé au pair. Il sera acquitté en totalité au moment de la souscription soit par versement de numéraire, soit par remise de chèques ou ordres de virement.

Art. 9. — Les souscriptions seront reçues aux caisses désignées ci-après :

Caisse nationale de crédit agricole.  
Caisses régionales de crédit agricole mutuel et caisses locales de crédit agricole mutuel qui leur sont affiliées.  
Comptables directs du Trésor de la métropole.  
Banque de France (siège central, succursales et bureaux auxiliaires).

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mars 1962.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur du Trésor,  
MAURICE PÉROUSE.

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 62-301 du 17 mars 1962 modifiant le décret n° 51-837 du 3 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation de certaines règles relatives au statut particulier des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre délégué auprès du Premier ministre et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 51-837 du 3 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation de certaines règles

relatives au statut particulier (recrutement et titularisation) des inspecteurs de la jeunesse et des sports, modifié par le décret du 25 juillet 1952 ;

Le Conseil d'Etat (commission de la fonction publique) entendu,

Décède :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions de l'article 2 du décret susvisé du 3 juillet 1951 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les candidats au certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports doivent être âgés d'au moins trente ans au 31 décembre de l'année du concours.

« Ils doivent être titulaires d'un des diplômes ou certificats suivants :

« Diplômes ou certificats exigés pour l'admission au concours d'entrée à l'école nationale d'administration ;

« Certificat attestant qu'ils sont anciens élèves des écoles normales supérieures ;

« Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique ;

« Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique de la ville de Paris et du département de la Seine.

« A défaut de pouvoir présenter ces diplômes ou certificats, les candidats doivent être en fonctions en qualité de :

« Secrétaire principal ou secrétaire de l'administration académique, instituteur titulaire, chargé d'enseignement de l'éducation physique et sportive, professeur adjoint d'éducation physique et sportive, maître d'éducation physique et sportive, conseiller sportif national et justifier de dix années de services effectifs ;

« Surveillant général justifiant de dix années de service d'outre-mer ;

« Agent contractuel chargé d'une activité sportive ou de jeunesse et de culture populaire et réunir dix années d'activité au service de l'Etat.

« La liste des candidats admis à concourir est fixée par arrêté du ministre de l'éducation nationale ».

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre délégué auprès du Premier ministre et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mars 1962.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,  
LUCIEN PAYE.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre,  
PIERRE GUILLAUMAT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,  
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

**Durée de l'épreuve de dessin de construction mécanique au concours général des lycées, lycées techniques et écoles normales.**

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 19 juillet 1921 et arrêtés subséquents, notamment les arrêtés des 10 janvier 1922 et 26 septembre 1961, relatifs au concours général des lycées, lycées techniques et écoles normales ;  
Le conseil supérieur entendu dans sa séance du 28 février 1962,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 8 de l'arrêté du 10 janvier 1922 relatif au concours général des lycées et collèges est complété ainsi qu'il suit :

« Art. 8. — La durée des compositions est fixée ainsi qu'il suit :

« Classe TM. — Dessin de construction mécanique : cinq heures ».

Art. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur à dater du concours général de 1962.

Fait à Paris, le 12 mars 1962.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur général de l'organisation  
et des programmes scolaires,  
J. CAPELLE.

## MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

**Date des élections d'une commission administrative paritaire.**

Par arrêté du 12 mars 1962, la date des élections en vue de la désignation des représentants du personnel au sein de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des officiers de port du corps autonome des travaux publics a été reportée du lundi 19 mars 1962 au lundi 9 avril 1962.

### Aviation civile.

Par arrêtés en date du 27 février 1962, le tableau de classement des adjoints techniques et adjoints techniques principaux de la météorologie déclarés aptes à l'emploi d'ingénieur des travaux météorologiques à la suite de l'examen professionnel organisé au titre de l'année 1961 est fixé ainsi qu'il suit, par ordre de mérite :

MM. Caty (Jacques), Ledu (Gabriel), Bourgoïn (André), Roumegoux (Pierre), Lavalette (Robert).

Sont nommés à l'emploi d'ingénieur adjoint des travaux météorologiques de 4<sup>e</sup> classe et titularisés dans le grade correspondant à compter du 27 février 1962 :

MM. Bourgoïn (André), Caty (Jacques), Godier (Robert), Lavalette (Robert), Ledu (Gabriel), Roumegoux (Pierre).

Les bonifications d'ancienneté pour services militaires à utiliser pour l'avancement ultérieur des fonctionnaires désignés ci-après sont fixées ainsi qu'il suit :

M. Caty (Jacques), 1 mois 28 jours, déduction faite de 2 ans 3 mois 18 jours utilisés dans l'ancienneté requise pour l'inscription à l'examen professionnel de décembre 1961.

M. Godier (Robert), 10 mois 8 jours.

M. Lavalette (Robert), 2 ans.

M. Ledu (Gabriel), 1 an 5 mois 11 jours.

M. Roumegoux (Pierre), 2 ans 24 jours.

Une majoration d'ancienneté de 1 mois 28 jours utilisables pour l'avancement est attribuée à M. Roumegoux (Pierre) au titre de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952.

Par arrêté en date du 5 mars 1962, les dispositions de l'arrêté du 4 novembre 1960 portant nomination, titularisation et reclassement de M. Berguet (Robert) dans le corps administratif supérieur des services techniques et extérieurs du secrétariat général à l'aviation civile sont annulées.

Par ce même arrêté, M. Berguet (Robert) est nommé à l'emploi de sous-chef de service administratif, 5<sup>e</sup> échelon, et titularisé dans le grade correspondant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961 en application des dispositions de l'article 9 du décret n° 61-1212 du 2 novembre 1961.

M. Berguet conserve dans son échelon une ancienneté remontant au 8 mars 1958.

Par arrêté en date du 5 mars 1962, la démission présentée par M. Berthon (Daniel), adjoint technique de la météorologie, 2<sup>e</sup> échelon, est acceptée à compter du 15 février 1962.

M. Berthon (Daniel) est constitué débiteur de l'Etat de la somme de 4.500 NF pour remboursement des frais d'études pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 1957 au 30 septembre 1958 passée en qualité d'adjoint technique stagiaire de la météorologie.

Par arrêté en date du 5 mars 1962, la démission présentée par M. Meyer (André), élève ingénieur des travaux météorologiques, est acceptée à compter du 16 février 1962.

### Institut géographique national.

Par arrêté en date du 3 mars 1962 :

M. Jaegle (André), ingénieur ordinaire géographe de 2<sup>e</sup> classe, déjà inscrit au tableau d'avancement de 1961, est promu, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1961, ingénieur ordinaire géographe de 1<sup>re</sup> classe, en remplacement de M. Bergez (Luc), détaché.

M. Fleury (Michel-J.), ingénieur ordinaire géographe de 2<sup>e</sup> classe, est promu, à compter du 1<sup>er</sup> février 1962, ingénieur ordinaire géographe de 1<sup>re</sup> classe, en remplacement de M. Dizier (André), promu.

M. Testard (Raymond-A.-U.), ingénieur ordinaire géographe de 3<sup>e</sup> classe, est promu, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1962, ingénieur ordinaire géographe de 2<sup>e</sup> classe, en remplacement de M. Jaegle (André), promu.